

Audiovisuel public : toujours plus avec moins d'argent ?

La Scam apprend que le projet de loi de finances pour 2018 imposera à nouveau à l'audiovisuel public une économie dans le budget qui lui est octroyé.

Le gouvernement a malheureusement déjà renoncé cette année à proposer la modernisation de la contribution à l'audiovisuel public. Et chaque année qui passe rend cette contribution davantage plus déconnectée des usages des téléspectateurs et anachronique.

Il annonce maintenant vouloir réduire le budget de l'audiovisuel public de 80 millions d'euros. Soit 50 millions d'euros pour France Télévisions, 20 millions environ pour Radio France, 5 millions pour Arte et quelques millions d'euros pour France Médias Monde.

Cette annonce contredit les engagements de l'Etat envers le service public audiovisuel, puisqu'il vient remettre en question les contrats d'objectifs et de moyens récemment conclus, avec chacun des groupes publics. En dépit de longues négociations, d'engagements pris sur l'avenir selon une trajectoire financière calculée au plus juste, l'Etat les remet en question dans la foulée.

Ce n'est pas la première fois. Loin s'en faut. Chaque budget apporte son lot de mauvaises surprises pour l'audiovisuel public.

Certes dans le contexte actuel de tensions budgétaires fortes, chacun doit prendre sa part de responsabilité. Mais l'audiovisuel public doit pouvoir préserver les capacités de financement de la création audiovisuelle à hauteur de 420 millions d'euros. D'une manière générale, la production audiovisuelle, la transformation numérique du groupe, le rayonnement de la création n'ont aucune chance d'être à la hauteur des enjeux et des attentes des téléspectateurs et auditeurs dans cette instabilité systémique.

Les auteurs de la Scam demandent à l'Etat de respecter ses engagements et de cesser de déstabiliser l'audiovisuel public.

contact presse

Astrid Lockhart

01 56 69 64 05

06 73 84 98 27

astrid.lockhart@scam.fr